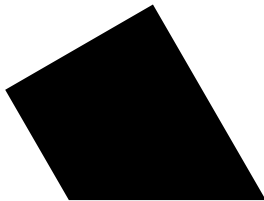




**NE VOTEZ PAS
CONTRE VOUS**





NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS



TABLE DES MATIÈRES

NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	5
L'extrême droite dans quatre pays	8
Thématiques	
Femmes / Famille	11
LGBTQIA+	15
Services publics	19
Mouvements sociaux / Démocratie	23
L'environnement	27
Immigration	31
Conclusions	35
Références	40

AVANT-PROPOS

NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS



AVANT-PROPOS

« Je vote parce que je suis obligé ! »

« Peu importe pour qui on vote ça ne change rien... »

« De toute façon, ils font ce qu'ils veulent ! »

En pleine crise de la démocratie représentative, les élections ne semblent plus satisfaire les citoyen-ne-s. En Europe, le paysage se fait de plus en plus noir et c'est l'extrême droite qui gagne du terrain, se présentant comme une réponse à tous nos maux ...

L'extrême droite est aujourd'hui, plus que jamais, un concept polyforme. Avec un discours de plus en plus lissé, elle se fait appeler « droite radicale » ou « ultraconservatrice ». En acceptant de se plier au système démocratique, elle veut montrer qu'elle a sa place en tant que représentante d'une bonne partie de la population¹.

Cependant, il semble indispensable de rappeler qu'elle garde, malgré ses nombreux-euses représentant-e-s, une base idéologique commune et radicale. Son projet est autoritaire et anti-démocratique, xénophobe et homophobe, discriminatoire et inégalitaire².

À l'aube des élections européennes, fédérales, régionales, provinciales et communales, l'ASBL La Cible analyse quatre pays où l'extrême droite a réussi à faire son nid. Voyons comment, lorsqu'elle est au pouvoir, le projet qu'elle défend est très concrètement mis en œuvre dans la vie quotidienne. Quels constats pouvons-nous en tirer et pourquoi ne pas voter contre nous en Belgique ?

À l'heure où la confiance en la démocratie représentative s'effrite, il est temps de se réapproprier les urnes. Parce qu'avec l'extrême droite, la cible, c'est nous toutes et tous !

Minervina Bayon

Secrétaire de l'ASBL La Cible



**L'EXTRÊME DROITE
DANS QUATRE PAYS**

NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS



HONGRIE

Le **Fidesz**, parti politique d'extrême droite hongrois, est en majorité au Parlement depuis 2010. Grâce à cette majorité, **Viktor Orbán** prend la tête du pays sans interruption jusqu'aujourd'hui. Il exerce actuellement son quatrième mandat consécutif³.



POLOGNE

Andrzej Duda, qui dirige le parti d'extrême droite polonais **Droit et Justice** (PiS), gagne les élections présidentielles de 2015. Dans la foulée, le PiS gagne les élections législatives et obtient une majorité au Parlement jusqu'en 2023, date à laquelle il perd les élections législatives. Il n'est donc plus au pouvoir législatif en 2024⁴.



ITALIE

En 2022, l'Italie voit le parti de **Giorgia Meloni**, **Fratelli d'Italia** (Frères d'Italie), gagner les élections législatives. Avec l'aide d'autres partis d'extrême droite, Meloni devient la Présidente du Conseil des Ministres italien (l'équivalent du Premier Ministre en Belgique) et obtient une majorité au Parlement⁵.



BRÉSIL

En 2018, **Jair Bolsonaro** est élu Président du Brésil, où le chef d'Etat jouit de pouvoirs étendus. Son parti, le **Parti Social-Libéral**, devient une force principale du Parlement brésilien. Bolsonaro est battu aux élections présidentielles de 2022 par Lula da Silva.

REPRENONS CES QUATRE PAYS
EN METTANT EN LUMIÈRE 6 THÉMATIQUES

FEMMES / FAMILLE

NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS



FEMMES / FAMILLE

L'extrême droite souhaite interdire l'avortement.

La Pologne est un des pays d'Europe le plus restrictif en matière d'avortement. En 2020, le parti **Droit et Justice** saisit le Tribunal constitutionnel afin d'interdire l'interruption volontaire de grossesse (IVG) pour cause de « malformation grave et irréversible du fœtus ou de maladie incurable qui menace la vie du fœtus », un des rares motifs qui était encore autorisé dans le pays⁶. Dans la pratique, il est presque impossible d'avorter en Pologne de manière légale et sûre⁷.

Au **Brésil** et en **Italie**, l'extrême droite soutient des propositions de lois qui visent à donner des droits aux fœtus et ainsi tenter de limiter les possibilités pour les femmes d'avorter⁸.

L'extrême droite refuse de prendre des mesures pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles (VSS).

En 2020, le Parlement **hongrois** a refusé de ratifier la Convention d'Istanbul, créée pour lutter contre les violences faites aux femmes au niveau européen⁹ⁱ.

Au **Brésil**, Jair Bolsonaro a refusé une loi permettant de mieux protéger les femmes victimes de violences¹⁰.

i. Le Fidesz considère que toutes les mesures adéquates sont déjà prises au niveau national et dit que cette Convention « promeut la migration illégale » et « l'idéologie destructrice du genre » (Amnesty International, 2020)

L'extrême droite considère la femme comme une mère qui doit rester à la maison.

Au **Brésil**, le Président prône une inégalité salariale entre les hommes et les femmes et assigne ces dernières à leur rôle de mère. Il met à la tête du Ministère de la Femme, de la Famille et des Droits de l'Homme Damares Alves, farouchement anti-contraception, anti-avortement et anti-féministe¹¹.

On observe des similitudes en **Italie**, où Giorgia Meloni a rebaptisé le Ministère des Affaires Familiales, celui de « la Famille, de la Natalité et de l'Égalité des chances » et met à sa tête quelqu'un qui est contre le mariage des personnes de même sexe¹².





POINT DE VIGILANCE

En 2020, Amnesty International publie un dossier spécial sur le viol en Belgique. Celui-ci détaille que 20% des femmes ont été victimes de viol dans notre pays et presque la moitié des belges ont été exposé·e·s à la violence sexuelle. Sans oublier les 24 à 25 féminicides recensés ces 3 dernières années. Ainsi, malgré les avancées en la matière, la Belgique a encore des progrès à faire dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles¹³.

LGBTQIA+

NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS



LGBTQIA+

L'extrême droite veut empêcher les couples de même sexe d'avoir des enfants.

En 2023, **Meloni** inscrit dans la loi l'impossibilité de s'enregistrer en tant que parent s'il n'y a pas de correspondance biologique avec l'enfant. Les couples homosexuels ne sont donc pas reconnus dans les actes de naissance. La Première Ministre passe implicitement le message que les familles homoparentales ne devraient pas exister¹⁴.



L'extrême droite refuse qu'on parle de sexualité.

Dans les quatre pays, l'extrême droite prend des décisions pour éviter que l'on parle de genre ou de sexualité. Plusieurs projets de loi visent à interdire l'éducation sexuelle en **Pologne**¹⁵, tandis que la **Hongrie** l'a interdite en 2019 contre l'avis d'une majorité de la population¹⁶. En **Italie**, les écoles et universités subissent des pressions les poussant à ne pas lutter contre l'homophobie et la transphobie¹⁷.

« On [les autorités] nous a fait comprendre qu'il ne fallait rien faire le 17 mai, jour de lutte contre l'homophobie et la transphobie, et surtout pas inviter des associations LGBT à intervenir. »

Samantha Piccaiola, enseignante dans une école primaire¹⁸.

De son côté, le **Brésil** de Bolsonaro dissout des comités qui luttent pour l'égalité et la diversité sexuelle, en plus de supprimer le terme « genre » de plusieurs régulations, ce qui les vide de leur sens¹⁹.

L'extrême droite confond l'homosexualité et la pédophilie.

En **Hongrie**, le Fidesz a profité d'une loi contre la pédophilie pour interdire la « promotion » de l'homosexualité et du changement de genre en Hongrie. Selon l'extrême droite, les LGBTQIA+ sont un danger qu'il faut éloigner des enfants. Ainsi, le parti souhaite interdire la présence de « produits faisant la promotion de l'homosexualité » aux abords des écoles et des lieux de culte²⁰.

Une librairie a failli recevoir une amende de près de 30.000€ après avoir mis en vente un livre portant sur les familles homosexuelles²¹.

De son côté, la **Pologne** a également lancé plusieurs fois des campagnes qui associent LGBTQIA+ et pédophiles, en vue de pousser un agenda homophobe²².





POINT DE VIGILANCE

Malgré la mise en place de politiques publiques en matière de défense des droits LGBTQIA+, les actes de haine sont encore très présents dans le paysage belge. Proportionnellement aux autres discriminations, le recours à la violence physique est beaucoup plus fréquent. Ainsi, une réforme de la loi semble nécessaire pour mieux sanctionner ce type d'actes²³.



SERVICES PUBLICS

NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS



SERVICES PUBLICS

L'extrême droite veut privatiser la santé.

Au **Brésil**, l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro a rimé avec une vague de privatisations dans le domaine de la santé, ce qui a rendu l'accès à des soins de santé encore plus difficile qu'il ne l'était déjà. Il a notamment réduit le salaire du personnel médical dans les hôpitaux publics, ralenti le programme de lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) et réduit les taxes sur le tabac²⁴.

L'extrême droite détruit l'aide sociale.

Giorgia Meloni a supprimé le « revenu de citoyenneté », l'équivalent italien du revenu d'intégration sociale (RIS), qui venait en aide à environ quatre millions de personnes en situation de précarité. Elle le remplace par un « chèque d'inclusion » au montant moins élevé. Ce nouveau chèque exclut la majorité des bénéficiaires de l'ancien revenu qui avait permis à plus d'un million de personnes de sortir de la pauvreté²⁵.

« Il ne me permet pas de nourrir les cinq membres de ma famille, puisque je touche seulement 1 050 euros par mois, mais je ne vois pas comment je pourrais m'en passer. »

Miza, mère de famille²⁶.

L'extrême droite veut contrôler les médias.



Viktor Orbán a créé en 2011 un Conseil des médias dont les membres sont choisis par son propre parti. Ce Conseil peut accéder aux documents avant leur publication, infliger des amendes aux médias, obliger les journalistes à dévoiler leurs sources, etc.²⁷. Le parti influence les lignes éditoriales et de nombreux médias appartiennent à des proches du Premier Ministre²⁸.

Le pouvoir **polonais** a également pris le contrôle des médias publics et tente de censurer et délégitimer les médias privés à tout prix²⁹.

L'extrême droite prend le contrôle de l'Éducation.

En **Hongrie**, l'Éducation n'a jamais été une priorité pour Viktor Orbán. Néanmoins, les politiques qu'il mène dans le domaine ont pour objectif de présenter une image biaisée de la Hongrie, tout en inculquant des valeurs chrétiennes aux étudiant-e-s³⁰.

Des auteur-ric-e-s sympathisant-e-s du nazisme ont été intégré-e-s dans le programme de littérature³¹.

De plus, l'indépendance du corps académique est largement remise en cause. L'attribution des financements de recherches se fait

par des proches du pouvoir, permettant ainsi de refuser un projet qui présenterait une image négative de ceux-ci³².

Au **Brésil**, le secteur de l'Education a enregistré une baisse de financement de 30% en seulement deux ans. Les chercheur-euse-s sont victimes de pressions et parfois démis-es de leurs fonctions.

En 2020, le directeur d'un institut de recherche a été remplacé pour des raisons de « réorganisation administrative » par une personnalité télévisuelle proche des milieux évangéliques³³.



POINT DE VIGILANCE

Attention, l'Union européenne (UE) serait en train de s'accorder sur une réforme des règles budgétaires de l'UE. Cette réforme prévoit des « efforts budgétaires » entre 25 et 30 milliards d'euros pour la Belgique dans les années à venir. Autrement dit, si on laisse faire, le gouvernement belge pourrait faire des économies en réduisant notamment les investissements dans les politiques sociales et environnementales, et donc les services publics³⁴.

**MOUVEMENTS SOCIAUX
DÉMOCRATIE**

NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS

MOUVEMENTS SOCIAUX / DÉMOCRATIE

L'extrême droite déteste la démocratie.

Le parti **Droit et Justice** polonais n'a cessé de s'attaquer aux institutions démocratiques et de politiser la Justice. Ils ont fait passer des lois qui permettent au Ministre de la Justice de licencier des juges sans justification, de lancer des procédures disciplinaires ou des investigations contre ceux-ci s'ils critiquent le pouvoir, de les forcer à prendre leur retraite, etc. En bref, le PiS impose son idéologie dans des institutions qui doivent être indépendantes³⁵.



Le **Fidesz**, après un an à la tête du gouvernement, modifie la Constitution pour limiter les pouvoirs de la Justice. Il a notamment modifié la nomination des juges de la Cour constitutionnelle et facilité leur remplacement³⁶.

L'extrême droite réécrit l'Histoire et minimise des atrocités.

L'extrême droite **polonaise** a passé une loi qui interdit à « quiconque, publiquement et contrairement aux faits, [d'attribuer] à la nation polonaise ou à l'Etat polonais la responsabilité ou la coresponsabilité des crimes nazis »³⁷. Le PiS dit donc que les polonais n'ont au-

cune complicité dans l'Holocauste, et les personnes qui affirment le contraire pourront être punies³⁸. En **Italie**, Meloni et ses proches minimisent la résistance antifasciste pendant la seconde guerre mondiale et ignorent le caractère antisémite des massacres commis par les nazis dans le pays³⁹.



L'extrême droite restreint les droits civiques.

La **Pologne**, la **Hongrie** et **l'Italie** utilisent des moyens détournés pour empêcher la population de faire grève ou de manifester. Les autorités polonaises interdisent les protestations au gouvernement en place, ce qui empêche l'opposition de s'exprimer librement dans la rue⁴⁰.

De leur côté, les autorités **hongroises** complexifient le processus de légalisation des grèves pour les empêcher d'avoir lieu et les criminaliser⁴¹. De plus, l'Etat paralyse le travail syndical à travers des inspections répétées ou encore des démarches administratives à outrance⁴². Orbán utilise également des fonctionnaires et des fonds publics pour influencer les votes des citoyen·ne·s lors des referendum⁴³.

En Italie, le **Gouvernement Meloni** a adopté une loi interdisant les rave-parties (fêtes sauvages). Celle-ci pourrait être mobilisée pour interdire les rassemblements comme l'occupation d'une université par ses étudiant·e·s ou d'une entreprise par des grévistes⁴⁴.



POINT DE VIGILANCE

Même en Belgique, les droits civiques sont régulièrement attaqués. Une loi « anti-casseurs », qui entendait criminaliser les personnes participant à des manifestations, a été proposée par le gouvernement en 2023. Le projet a été abandonné grâce à une large mobilisation de la société civile et des syndicats⁴⁵.

Cependant, le droit de manifester est à nouveau mis sous pression. Une réforme belge intègre un article, l'atteinte méchante à l'autorité de l'État, qui pourrait être remobilisé pour criminaliser les manifestant·e·s⁴⁶.

L'ENVIRONNEMENT

NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS



L'ENVIRONNEMENT

Pour l'extrême droite, les enjeux climatiques sont uniquement des opportunités politiques.

Dès son retour au pouvoir en 2010, **Viktor Orbán** supprime le Ministère de l'Environnement. Depuis lors, les thématiques climatiques sont régulièrement transférées entre différents ministères et ne se voient pas attribuer de politiques publiques à grande échelle⁴⁷. De la même manière, la **Pologne** se concentre uniquement sur des thématiques spécifiques de la transition écologique. Lorsque l'extrême droite agit en matière environnementale, elle le fait dans des domaines visibles par les citoyens et surmédiatise son action au lieu d'agir là où ça compte vraiment⁴⁸.

L'extrême droite s'oppose aux objectifs climatiques internationaux.

Les extrêmes droites **polonaise** et **hongroise** ont presque toujours bloqué les décisions de politique environnementale au niveau européen. Le Fidesz et le PiS présentent un visage plus écolo, pour tenter de récupérer le vote des jeunes⁴⁹.

Au Brésil, **Bolsonaro** a menacé plusieurs fois de sortir de l'Accord de Paris sur le climat⁵⁰.



POINT DE VIGILANCE

La Belgique a pris des engagements internationaux dans la lutte contre le réchauffement climatique, notamment en signant l'Accord de Paris. Cependant, le respect de ces engagements est parfois rendu compliqué par le manque d'investissements dans les énergies renouvelables et par la difficulté pour nos différentes entités institutionnelles de trouver un accord budgétaire sur le sujet⁵⁵.

IMMIGRATION

NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS



IMMIGRATION



L'extrême droite recourt à l'état d'urgenceⁱⁱ à l'excès.

En **Italie**, **Pologne** et **Hongrie**, les gouvernements ont mis en place un « état d'urgence migratoire » utilisé pour légiférer plus librement et bafouer les droits fondamentaux des personnes en exil. Le Fidesz s'en sert pour déployer des forces armées sur son territoire⁵⁶. Le PiS l'utilise également pour empêcher les journalistes de témoigner du non-respect de ces droits⁵⁷.

L'extrême droite bafoue les droits humains.



L'agenda politique raciste de l'extrême droite la pousse à adopter un discours qui nie l'humanité des personnes en exil. En **Hongrie** comme en **Pologne**, les personnes arrivant illégalement sur le territoire peuvent être automatiquement placées en détention et sont régulièrement vic-

times de violences. Des milliers de personnes exilées ont été battues, électrocutées, droguées, attaquées par des chiens, etc. avant d'être renvoyées à la frontière⁵⁸.

ii. L'état d'urgence, mesure mise en place dans des circonstances exceptionnelles, qui restreint temporairement certains droits fondamentaux.

En provenance d'Irak, Yezda et son époux ont été attachés par plusieurs gardiens polonais avant qu'un médecin ne leur administre un sédatif dans le but de les endormir, tout cela en présence de leurs enfants⁵⁹.

Après seulement 6 mois au pouvoir, **Giorgia Meloni** a mis en place des « centres pour le rapatriement », sortes de prisons pour les personnes qui souhaitent demander l'asile, où leurs droits fondamentaux sont souvent bafoués⁶⁰.

Dans ces centres, « On enferme les gens comme des prisonniers. On ne sait pas ce qu'il s'y passe, les journalistes ne sont pas admis. On met les personnes sous médicaments pour les laisser dans un état de torpeur. On ne respecte ni le droit des personnes à demander l'asile, ni la durée maximale d'enfermement autorisée. »

Alice Basiglioni, bénévole dans une association venant en aide aux migrant·e·s⁶¹.

Pour l'extrême droite, l'immigration est la cause de tous nos maux.

L'extrême droite justifie notamment ses positions xénophobes en disant que les personnes exilées sont un poids économique pour notre société. Dans les faits, les étranger·ère·s ont un impact positif sur l'économie⁶². Or, dans les faits **Viktor Orbán** a été contraint de reconnaître cela en signant une loi qui invite des travailleur·euse·s étranger·ère·s à venir dans une Hongrie en pénurie de main-



d'œuvre⁶³. De plus, les politiques de fermetures des frontières représentent un coût très élevé⁶⁴.

En 2019, l'agence européenne de contrôle des frontières (Frontex) a renvoyé 15.850 personnes, pour un budget dédié de 63 millions d'euros, soit presque 4.000 euros par renvoi⁶⁵.

POINT DE VIGILANCE

En Belgique, depuis 1988⁶⁶ une personne en séjour illégal peut être arrêtée et placée en détention jusqu'à 8 mois, dans l'attente de sa libération ou de son expulsion (dans environ 80% des cas)⁶⁷. Aujourd'hui, dans ces « centres fermés », on remarque que les conditions de détention sont accompagnées d'une détérioration de la santé des personnes, souvent identifiées comme « vulnérables »⁶⁸.



CONCLUSIONS

NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS



CONCLUSIONS

A travers l'analyse des politiques menées dans ces quatre pays, il apparait maintenant clairement que le projet de l'extrême droite ne poursuit pas un objectif de bien commun. Elle est autoritaire et anti-démocratique, xénophobe et homophobe, discriminatoire et inégalitaire.

- ◆ Elle sabote volontairement la lutte contre les violences faites aux femmes et développe une rhétorique antiféministe ;
- ◆ Elle adopte des positions homophobes et transphobes ;
- ◆ Elle prend d'assaut les médias, l'enseignement, le secteur de la santé, la Sécurité sociale ;
- ◆ Elle s'attaque aux institutions démocratiques, aux syndicats, à la liberté d'expression, au droit de grève et de manifester;
- ◆ Elle ignore la crise climatique ;
- ◆ Elle applique une politique xénophobe envers les étrangers ;
- ◆ Etc.



« De toute manière ce n'est pas comme ça en Belgique, ça n'arrivera pas ! »

VOUS ÊTES SÛR·E·S ?

Voilà maintenant 20 ans que le **Vlaams Belang** a changé de nom et ne cesse de gagner du terrain en Flandre. En Wallonie, un nouveau groupuscule nommé **Chez Nous** tracte sur la voie publique, s'immisce dans les universités et est omniprésent sur les réseaux sociaux.

La Belgique n'est pas à l'abri. Ces partis défendent la même idéologie d'extrême droite que le Fidesz, Droit et Justice, Fratelli d'Italia et le Parti Social-Libéral. Alors, il n'est pas insensé de dire que s'ils étaient au pouvoir, ils gouverneraient de la même manière.



FEMMES / FAMILLE

Comme c'est le cas en Italie, les principales politiques concernant les femmes proposées par l'extrême droite en Belgique concernent la natalité, réduisant leur corps à un ventre pour la Nation et les confinant exclusivement au rôle de mère.

De plus, les mesures proposées par celle-ci pour endiguer le sexisme et l'homophobie concernent exclusivement l'espace public, ignorant par la même occasion toutes les formes de discriminations opérant dans d'autres sphères de la société⁶⁹.

LGBTQIA+

Les partis d'extrême droite belges disent qu'il faut « épargner les enfants » de « l'idéologie transgenre »⁷⁰. En Hongrie, cette même rhétorique a débouché sur une loi qui interdit de faire la « promotion de l'homosexualité » ou encore sur la disparition des cours d'éducation à la sexualité, connus sous l'appellation EVRAS en Belgique.

SERVICES PUBLICS

En ce qui concerne les Services publics, l'extrême droite en Belgique souhaite supprimer les aides données à la RTBF et à d'autres médias, favorisant ainsi la privatisation de ceux-ci comme cela a été le cas en Pologne. Elle souhaite évidemment mettre fin au cordon sanitaire médiatique, qui est pensé pour empêcher l'extrême droite de s'exprimer librement dans les médias.

Le parti parle de « racket fiscal » pour faire référence à la taxation en Belgique, et veut notamment réduire l'impôt sur les sociétés⁷¹. Réduire les impôts revient à réduire le budget de l'Etat et ainsi les aides sociales des personnes qui en ont le plus besoin, tout en augmentant la marge bénéficiaire des entreprises.

MOUVEMENTS SOCIAUX / DÉMOCRATIE

Comme le PiS et le Fidesz l'ont fait, l'extrême droite belge souhaite réformer les institutions de l'Etat, notamment en supprimant le Sénat. En faisant cela, elle souhaite fragiliser les institutions démocratiques pour renforcer son propre pouvoir. Le recours au référendum, avec l'objectif d'être plus « proche du peuple » est en réalité utilisé pour outrepasser le processus démocratique avec l'aval de la population⁷². L'exemple de la Hongrie montre à quel point il peut être biaisé et influencé.



ENVIRONNEMENT

La lutte contre le réchauffement climatique par l'extrême droite belge semble opportuniste. Sur différentes publications Facebook et dans son programme, elle surfe sur des thématiques telles que l'« écologie de terroir, locale et de proximité ». Un positionnement qui sert surtout à son agenda nationaliste⁷³. Il ne serait pas surprenant que, si elle arrivait au pouvoir, elle s'inscrirait dans la logique hongroise et polonaise, où les politiques menées sont surmédiatisées et peu efficaces.

IMMIGRATION

L'extrême droite belge dit vouloir « refuser l'immigration massive », combattre « l'islamisation » et associe étranger-ère et criminel-le⁷⁴. Comme nous l'avons vu, le même discours est tenu par Giorgia Meloni et Viktor Orbán, qui ont multiplié les actions xénophobes, mettant en danger la vie des personnes exilées.

L'extrême droite représente une menace réelle à l'égard de nos droits fondamentaux, nos libertés et notre bien commun, alors, à l'aube des élections politiques de 2024, ne votons pas contre nous !

RÉFÉRENCES

1. Buisson, M. (2022). De la droite radicale à la droite extrême: cinquante nuances d'extrême droite. Le Soir. Récupéré sur <https://www.lesoir.be/471084/article/2022-10-13/de-la-droite-radicale-la-droite-extreme-cinquante-nuances-dextreme-droite>
2. Biard, B. (2023). Le parti Chez Nous. Courrier hebdomadaire du CRISP, p. 5
3. Tobelem, B. (2024). [Carte] Quels sont les pays d'Europe gouvernés par l'extrême droite ? Récupéré sur [toutel'eu-
rope](https://www.touteleurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/carte-quels-sont-les-pays-d-europe-gouvernes-par-l-extreme-droite/): <https://www.touteleurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/carte-quels-sont-les-pays-d-europe-gouvernes-par-l-extreme-droite/>
4. Loc. cit.
5. Loc. cit.
6. Amnesty International. (2021). Pologne : Un an après, la décision sur l'avortement nuit aux femmes. Récupéré sur Amnesty International: <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/10/poland-a-year-on-abortion-ruling-harms-women/>
7. Amnesty International. (2022). Pologne, la régression en matière d'accès à l'avortement pote préjudice aux femmes. Récupéré sur Amnesty International: <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/pologne-regression-matiere-acces-avortement-porte-prejudice>
8. Bohn, S. (2022). Advancing gender claims in post-pink tide Brazil: Bolsonaro's project for women. Politics, Groups, and Identities, p. 168
9. Confavreux, J. (2023). En Italie, l'extrême droite au pouvoir menace le droit à l'avortement. Mediapart. Récupéré sur <https://www.mediapart.fr/journal/international/090523/en-italie-l-extreme-droite-au-pouvoir-menace-le-droit-l-avortement>
10. Le Figaro. (2020). Hongrie: rejet de la convention d'Istanbul contre les violences domestiques. Le Figaro. Récupéré sur <https://www.lefigaro.fr/international/hongrie-rejet-de-la-convention-d-istanbul-contre-les-violences-domestiques-20200505>
11. Perez, O. C. (2023). Protests for Women's Rights and against the Bolsonaro Administration. Latin American Perspective, p. 170
12. Trouvé, M. (2022). Le " phénomène Bolsonaro " au Brésil. L'OURS. Hors-série Recherche socialiste, p. 106
13. Prado, A. C. (2021). As barbaridades de Damares Alves. Istoé. Récupéré sur <https://istoec.com.br/as-barbaridades-de-damares-alves/>
14. Confavreux, J. (2023). Italie : ce qui change (ou pas) dans un pays dirigé par l'extrême droite. Mediapart. Récupéré sur <https://www.mediapart.fr/journal/international/050523/italie-ce-qui-change-ou-pas-dans-un-pays-dirige-par-l-extreme-droite>
15. Amnesty International. (2020). Dossier spécial sur le viol en Belgique. Récupéré sur <https://www.amnesty.be/campagne/droits-femmes/viol/stop-violences-sexuelles>
16. Federico, I. (2023). Il y a un an, l'extrême droite accédait au pouvoir en Italie : l'heure du bilan pour Giorgia Meloni. euronews. Récupéré sur <https://fr.euronews.com/2023/10/22/giorgia-meloni-un-an-a-la-tete-de-litalie>
17. Amnesty International. (2020). Pologne : Des loi sur l'avortement et l'éducation à la sexualité reportées. Récupéré sur Amnesty International: <https://www.amnesty.fr/droits-sexuels/actualites/pologne-des-lois-sur-lavortement-et-leducation>
18. Amnesty International. (2019). Pologne. La loi érigeant l'éducation sexuelle en infraction est «dangereusement régressive». Récupéré sur Amnesty International: <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2019/10/poland-law-criminalizing-sexuality-education-recklessly-retrogressive/>



16. Lavigne, C. (2021). Loi anti-LGBT en Hongrie : un affront aux valeurs européennes. Récupéré sur Perspective Monde: <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse/3177>
17. Confavreux, J. (2023). En Italie, les familles LGBTQI+ dans le viseur de Meloni. Mediapart. Récupéré sur <https://www.mediapart.fr/journal/international/120523/en-italie-les-familles-lgbtqi-dans-le-viseur-de-meloni>
18. Loc. cit.
19. Perez, O. C. (2023). Protests for Women's Rights and against the Bolsonaro Administration, op. cit., p. 169
20. Amnesty International. (2021). Hongrie, l'adoption d'une loi homophobe et transphobe marque une journée sombre pour les droits LGBTI. Récupéré sur <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/hongrie-adoption-homophobe-transphobe-marque-journee-sombre>
21. Lavigne, C. (2021). Loi anti-LGBT en Hongrie : un affront aux valeurs européennes, op. cit.
21. Clerc, L. (2024). Hongrie : jugée pour la vente de livres jeunesse LGBTQI+, une librairie gagne son procès grâce à une virgule. Libération. Récupéré sur : https://www.liberation.fr/international/europe/hongrie-jugee-pour-la-vente-de-livres-jeunesse-lgbt-une-librairie-gagne-son-proces-grace-a-une-virgule-20240215_KMZS7UOEOVDNNGG-GAZPB64DMKQ/fin-de-vie/fin-de-vie/
22. Amnesty International. (2019). Pologne. La loi érigeant l'éducation sexuelle en infraction est «dangereusement régressive», op. cit.
23. UNIA. (2023). Révision des articles de la Constitution concernant les discours de haine et les emplois statutaires. Récupéré sur UNIA: <https://www.unia.be/fr/articles/droits-lgbti-2023>
24. Falkenbach, M. (2021). The Populist Radical Right and Health. Springer., pp. 173-175
25. LeHuffPost. (2023). Giorgia Meloni supprime une prestation sociale qui a sorti un million d'Italiens de la pauvreté. Huffington Post. Récupéré sur https://www.huffingtonpost.fr/international/article/giorgia-meloni-supprime-une-prestation-sociale-qui-a-sorti-un-million-d-italiens-de-la-pauvrete_217325.html
26. Confavreux, J. (2023). Italie : ce qui change (ou pas) dans un pays dirigé par l'extrême droite, op.cit.
27. Le Pavous, J. (2020). En Hongrie, une décennie d'Orbán et d'autoritarisme. Slate. Récupéré sur <https://www.slate.fr/story/190035/hongrie-orban-une-decennie-autoritarisme>
28. Human Rights Watch. (2024). I Can't Do My Job as a Journalist. Récupéré sur <https://www.hrw.org/report/2024/02/13/i-cant-do-my-job-journalist/systematic-undermining-media-freedom-ungary>
29. Zima, A. (2019). La Pologne depuis 2015. Un régime autoritaire ? Annuaire français des Relations Internationales, pp. 185-186
30. Neumann, E. (2023). Education for a Christian nation: Religion and nationalism in the Hungarian education policy discourse. European Education Research Journal, pp. 652-653
31. Loc. cit.
32. Foer, F. (2019). Viktor Orbán's war on intellect. The Atlantic. Récupéré sur <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2019/06/george-soros-viktor-orban-ceu/588070/>
33. Trouvé, M. (2022). Le " phénomène Bolsonaro " au Brésil, op. cit., pp. 106-107
34. Le Monde. (2024). L'Union européenne s'accorde sur une réforme de ses règles budgétaires. Le Monde. Récupéré sur https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/10/l-union-europeenne-s-accorde-sur-une-reforme-de-ses-regles-budgetaires_6215730_3210.html
35. Amnesty International. (2019). Pologne, l'indépendance de la justice menacée par une chasse aux sorcières. Récupéré sur Amnesty International: <https://www.amnesty.be/infos/actualites/pologne-independance-justice-menacee-chasse-sorcieres>
- Amnesty International. (2019). Poland: Free courts, free people.

36. Chaignoux, C. (2018). Hongrie : une longue liste d'atteintes à l'état de droit. Les Echos. Récupéré sur <https://www.lesechos.fr/monde/europe/hongrie-une-longue-liste-datteintes-a-letat-de-droit-138696>
37. République de Pologne. (2018). Loi du 26 janvier 2018 sur la modification de la loi relative à l'Institut de la mémoire nationale. Varsovie. [notre traduction]
38. Amnesty International. (2018). Pologne : Les dangereuses conséquences de la loi sur l'Holocauste. Récupéré sur Amnesty International: <https://www.amnesty.be/infos/blogs/blog-paroles-chercheurs-defenseurs-victimes/article/pologne-dangereuses-consequences-holocauste>
- Zima, A. (2019). La Pologne depuis 2015. Un régime autoritaire ?, op.cit., p. 191
39. Confavreux, J. (2023). Italie : ce qui change (ou pas) dans un pays dirigé par l'extrême droite, op. cit.
40. Le Figaro. (2017). La Pologne limite le droit de manifester. Le Figaro. Récupéré sur <https://www.lefigaro.fr/frash-actu/2017/03/16/97001-20170316FILWWW00335-la-pologne-limite-le-droit-de-manifester.php>
41. Bienvenu, H. (2022). En Hongrie, le droit de grève sacrifié par Viktor Orbán. Equal Times. Récupéré sur <https://www.equaltimes.org/en-hongrie-le-droit-de-greve>
42. GlobalRightsIndex. (2023). Droits des travailleurs sur le plan juridique. Récupéré sur GlobalRightsIndex: <https://www.globalrightsindex.org/fr/2023/countries/hun>
43. Cantat, C. (2016). La Hongrie, chien de garde de l'Europe. Plein droit, p. 22
44. Amnesty International. (2023). Italie - Rapport annuel 2022. Récupéré sur Amnesty International: <https://www.amnesty.be/infos/rapports-annuels/rapport-annuel-2022/rapport-annuel-2022-europe-asie-centrale/article/italie-rapport-annuel-2022>
- Jozsef, E. (2022). En Italie, le gouvernement Meloni cible les rave parties, l'opposition craint une attaque plus large. Libération. Récupéré sur https://www.liberation.fr/international/europe/en-italie-le-gouvernement-meloni-cible-les-rave-partys-lopposition-craint-une-attaque-plus-large-20221103_DHV2TGDJKFAQFHxzTZKRJYO-JQA/
45. Wauters, L. (2024). L'« atteinte méchante à l'autorité de l'Etat », un nouvel article du code pénal qui fait débat. Le Soir. Récupéré sur <https://www.lesoir.be/568704/article/2024-02-15/l-atteinte-mechante-lautorite-de-letat-un-nouvel-article-du-code-penal-qui-fait>
46. Loc. cit.
47. Hoerber, T. (2021). Towards Ego-Ecology? Populist Environmental Agendas and the Sustainability Transition in Europe. The International Spectator, p. 47
48. Huber, R. A. (2021). Is populism a challenge to European energy and climate policy? Empirical evidence across varieties of populism. Journal of European Public Policy, p. 1006
49. Loc. cit.
- Hoerber, T. (2021). Towards Ego-Ecology? Populist Environmental Agendas and the Sustainability Transition in Europe, op. cit., pp. 47-48
50. Le Monde. (2018). Lutte contre le changement climatique : le Brésil renonce à accueillir la COP25 en 2019. Le Monde. Récupéré sur https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/11/28/lutte-contre-le-changement-climatique-le-bresil-renonce-a-accueillir-la-cop25-en-2019_5389989_1652612.html
- Chatin, M. (2019). Brésil : la politique étrangère de Jair Bolsonaro. Politique Etrangère, pp. 123 – 124
51. Loc. cit.
52. Trouvé, M. (2022). Le « phénomène Bolsonaro » au Brésil, op. cit., p. 106
53. Meyerfeld, B. (2021). Au Brésil, la déforestation de l'Amazonie, résultat de la politique de Jair Bolsonaro. Le Monde. Récupéré sur https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/11/20/au-bresil-la-deforestation-de-lamazonie-resultat-de-la-politique-de-jair-bolsonaro_6102924_3244.html



54. Huber, R. A. (2021). Is populism a challenge to European energy and climate policy? Empirical evidence across varieties of populism, op. cit., p. 1005
55. Toussaint, G. (2022). «La Belgique ne respecte pas les engagements de l'accord de Paris». La Libre. Récupéré sur <https://www.lalibre.be/planete/environnement/2022/07/05/la-belgique-ne-respecte-pas-les-engagements-de-laccord-de-paris-EGWEY35QBRGTLNZGTRTT6AWECE/>
56. Collard, A. (2023). Rapport de Greenpeace : les opérateurs gaziers mènent la danse en Europe, au détriment de nos objectifs climatiques. Récupéré sur <https://www.greenpeace.org/belgium/fr/rapport/52461/rapport-de-greenpeace-les-operateurs-gaziers-menent-la-danse-en-europe-au-detrimement-de-nos-objectifs-climatiques/>
57. Cantat, C. (2016). La Hongrie, chien de garde de l'Europe, op. cit., p. 20
57. Amnesty International. (2021). Pologne, l'état d'urgence risque d'aggraver la situation de 32 personnes bloquées à la frontière. Récupéré sur Amnesty International: <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/pologne-urgence-risque-aggraver-situation-bloquees-frontiere>
58. Janier, A. (2017). La Hongrie resserre la vis sur l'immigration. Le Monde. Récupéré sur https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/03/09/la-hongrie-resserre-la-vis-sur-l-immigration_5091654_3214.html
- Amnesty International. (2022). Pologne, Belarus, hypocrisie dans le traitement des réfugiés. Récupéré sur Amnesty International: <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/pologne-belarus-hypocrisie-traitement-refugies>
59. Loc. cit.
60. Confavreux, J. (2023). En Italie, les discours contre l'immigration s'enracinent et les lois s'empilent. Mediapart. Récupéré sur <https://www.mediapart.fr/journal/international/070523/en-italie-les-discours-contre-l-immigration-s-enracinent-et-les-lois-s-empilent>
61. Loc. cit.
62. SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. (2022). La Belgique fait de la migration un phénomène positif. Récupéré sur <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/la-belgique-fait-de-la-migration-un-phenomene-positif>
63. Fabre, T. (2023). Immigration : la Hongrie de Viktor Orban fait volte-face pour pallier la pénurie de main-d'œuvre. Challenges. Récupéré sur https://www.challenges.fr/monde/europe/immigration-la-hongrie-de-viktor-orban-fait-volte-face-pour-pallier-la-penurie-de-main-doeuvre_871192
64. Espuche, B. (2020). Frontex, l'agence européenne d'expulsion. Plein Droit, pp. 7-10.
65. Loc. cit.
66. Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers (CIRÉ). 2019. Les centres fermés. Récupéré sur <https://www.cire.be/publication/les-centres-fermes/>
67. Barbabianca, N. (2019). Centres fermés : une justice répressive envers les migrants. Récupéré sur Panser la justice: <https://journalisme.ulb.ac.be/projets/panserlajustice/centres-fermes/>
68. Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers (CIRÉ). (2019). Les centres fermés, op cit.
69. Biard, B. (2023). Le parti Chez Nous, op. cit., pp. 20-30
70. Ibid., pp. 29-30
71. Ibid., pp. 25-26
72. Ibid., pp. 26-27
73. Ibid., pp. 28-29
74. Ibid., pp. 20-25



POUR + D'INFO
VISITEZ NOTRE SITE

www.lacible.be





NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS

À l'heure où la confiance en la démocratie représentative s'effrite, l'extrême droite gagne du terrain se présentant comme une réponse à tous nos maux.

Cette brochure veut montrer concrètement ce que l'extrême droite met en place une fois au pouvoir au travers de 4 pays : la Hongrie, la Pologne, l'Italie et le Brésil.

Une brochure de l'ASBL **LA CIBLE**